



**SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS DE LA PRESSE, DES MÉDIAS,  
DE LA CULTURE ET DU SPECTACLE - CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**  
33, rue des Vignoles, 75020 Paris / [presse.rp@cnt-f.org](mailto:presse.rp@cnt-f.org) / [www.cnt-f.org/sipm](http://www.cnt-f.org/sipm) / 0695456762

## **Salariés de la presse et des médias, nous sommes concernés par la loi travail !**

Depuis une dizaine d'années, les industries de la presse et des médias sont parmi les plus touchées par les restructurations, les licenciements économiques d'envergure, l'augmentation du temps de travail, la précarisation galopante, les opérations financières, la sous-traitance, l'attaque des conventions collectives, les rachats et cessions incessants, voire les liquidations judiciaires. La mainmise de plus en plus pesante des grandes entreprises sur la presse et la course à la rentabilité qui s'ensuit font des dégâts chaque jour.

Aujourd'hui encore, ce sont les salariés de Lagardère active-HFA qui sont touchés de plein fouet par une violente restructuration, ceux de Wolters Kluwer France qui se retrouvent confrontés à une cession chaotique du pôle presse (après avoir été dépouillés de leur participation par un LBO interne et être passés de quelque 1500 salariés à 750 en neuf ans à peine...), et de nombreuses autres entreprises qui subissent les mêmes logiques destructrices (France Inter, *Le Parisien*, *Libération*, *L'Équipe*, *Journal officiel*, *Courrier international*, etc.).

Ce sont aussi les salariés non journalistes du *Monde* qui ont dû batailler pour ne pas être transférés dans une filiale artificielle et perdre tous leurs acquis sociaux. Ce sont les imprimeries sacrifiées les unes après les autres. Ce sont les journalistes de plus en plus précarisés, entre pige, autoentrepreneuriat, intermittence, stage, CDD et Agessa illégaux forcés. Ce sont les secrétaires de rédaction, correcteurs, maquettistes et autres techniciens sons, photographes et JRI (journalistes reporters d'images) qui voient leurs métiers, conditions de travail et emplois sacrifiés sur l'autel des profits.

Dans cette situation, la loi travail serait pour nous, salariés de ces industries, une véritable catastrophe sociale. Entre la remise en cause de l'article L 1224-1

du code du travail, qui permettrait de licencier en cas de transfert d'activité et de cession, la possibilité d'étendre le forfait jours, d'allonger la durée du temps de travail, de faciliter les licenciements économiques en cas de diminution du chiffre d'affaires sur quelques mois, l'attaque des prérogatives des CHSCT, la baisse des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, la remise en cause de la médecine du travail, nous, travailleurs de la presse et des médias, ne serons que davantage fragilisés.

L'État et le patronat cherchent également à nous instrumentaliser en mettant en avant leurs éditorialistes gagnés à leurs intérêts libéraux et en nous forçant, par le lien de subordination qu'ils nous imposent, à participer à la désinformation massive qu'ils veulent mettre en œuvre.

Pourtant, quel que soit notre statut, nous sommes des salariés comme les autres, avec les mêmes intérêts, dans l'entreprise (journalistes, employés et techniciens) comme dans la société dans son ensemble. Ne nous laissons pas intimider et ne subissons plus le chantage d'une « nécessaire continuité de l'information » qui nous interdirait de faire grève. Bien au contraire, montrons à nos dirigeants que sans nous, sans notre travail, aucune agence de presse, aucun journal écrit, audio ou télévisé ne saurait exister. Refusons de produire leur information, et utilisons nos savoir-faire pour produire notre information, celle des travailleurs confrontés à l'une des pires offensives libérales depuis des années.

C'est pourquoi notre syndicat **appelle l'ensemble des organisations syndicales et des salariés** de la presse et des médias **à se mobiliser massivement** par la grève et la manifestation pour faire entendre notre voix et enfin résister aux remises en causes violentes de nos métiers et de nos conditions de travail.

## **Face à l'offensive patronale, riposte syndicale, grève générale !**